

13 juin 2013 - Fiscalité écologique

Combien faudra t-il d'Aulnay pour mobiliser le Gouvernement ?

Par Fabienne Keller

Sénatrice du Bas-Rhin

Vice Présidente de la Commission des Finances

Le groupe de travail sur la fiscalité écologique rend aujourd'hui un avis sur le "rééquilibrage de la fiscalité énergétique pour 2014-2020". Le Comité envisage de réduire l'écart entre la taxation du diesel et de l'essence et d'introduire une taxe carbone.

Une question de santé publique

Cet objectif peut sembler logique, pour des raisons de neutralité entre les carburants. Mais le motif principal est la lutte contre les émissions de poussières, plus importantes pour les moteurs diesel que pour l'essence : **des études régulières attestent en effet que la pollution de l'air réduit l'espérance de vie de 3 à 8 mois dans nos centres urbains.**

Sauver l'emploi en France dans le secteur automobile

Mais ces propositions ne traitent pas le cœur du sujet : le parc automobile au diesel. Une mesure d'aide au remplacement des véhicules est certes évoquée, mais son ampleur est beaucoup trop faible au vu des enjeux.

L'emploi ne peut pas non plus être sacrifié dans cette démarche: nos constructeurs automobiles Français sont très centrés sur les moteurs diesels dans le cadre d'un marché essentiellement national. **Aucune mesure n'est aujourd'hui proposée pour accompagner nos deux constructeurs nationaux**, qui représentent plusieurs centaines de milliers d'emplois dans leurs usines et chez leurs sous-traitants. **Combien faudra t-il d'Aulnay pour mobiliser le Gouvernement ?**

Une taxe carbone qui devient une taxe de plus.

Enfin, le projet d'introduire un élément de taxe carbone dans les taxes existantes est astucieux. Voilà un principe que je ne peux que soutenir, j'ai étudié puis défendu en 2009 la création d'une fiscalité carbone, signal prix préparant une économie plus verte.

Mais le principe même de la fiscalité vertueuse est détourné par le Gouvernement : le produit de la taxe va financer le CICE, alors qu'il aurait dû être fléché vers le financement de l'isolation des logements et l'achat de véhicules plus propres.

Une nouvelle taxe est inacceptable pour les Français s'il elle n'est pas réinvestie, dans un cercle vertueux. Il nous faut créer les conditions qui permettent à chacun de baisser sa consommation d'énergie si coûteuse pour les familles et donc de baisser le montant de la taxe carbone.

C'est pourquoi j'ai plaidé ce matin pour que ces inflexions fortes soient données à l'avis de la commission. Pour une fiscalité écologique respectueuse de nos emplois et de l'effort de nos concitoyens.

